

THESES : LE MARXISME ET NOTRE ÉPOQUE (PROJET DE PLATEFORME)

Supplément à SDS, n° 23-24, nov-déc. 1965

Plus d'un siècle après le Manifeste Communiste, un demi-siècle environ après la victoire de la Révolution d'Octobre, la Révolution Socialiste Mondiale doit être repensée dans un esprit créateur, critique, affranchi de tout préjugé, libéré de toute hypothèque traditionaliste, dogmatique, dans l'esprit propre à l'essence du marxisme révolutionnaire.

Comme la Première Guerre Mondiale avait clos l'ère de la social-démocratie et ouvert celle de l'épanouissement de la pensée et de l'action du bolchevisme, ainsi la deuxième guerre mondiale a clos l'ère du marxisme nourri essentiellement de l'expérience bolchévique.

Cette expérience correspondait à la phase précise de l'impérialisme, analysée par Lénine, ayant son principal épicycle révolutionnaire dans les pays capitalistes de l'Europe. D'autre part, la reconstruction socialiste de la Société fut abordée dans le cadre national de l'URSS sur la base d'une théorie, nécessairement encore très limitée dans ce domaine, et sans expérience pratique suffisante pour compléter cette théorie. Il s'agit maintenant dans le contexte d'un monde essentiellement nouveau issu de la deuxième guerre mondiale, en évolution extra-rapide, d'élaborer le programme général de la Révolution Socialiste Mondiale qui correspond à la nouvelle réalité de notre temps.

La continuité du marxisme révolutionnaire élaboré par Marx, Engels, Rosa Luxembourg, Lénine et Trotsky, ne s'établit pas mécaniquement par la continuité des traditions, des schémas, des analyses passées, mais essentiellement par le dépassement dialectique, créateur, capable de saisir le nouveau dans tous les domaines. De ce point de vue il est nécessaire de comprendre et d'admettre que la structure du contexte mondial dans lequel nous agissons est essentiellement différente de celle d'avant-guerre, et qu'elle change rapidement et constamment. Seule une pensée révolutionnaire à la hauteur de l'explosion inouïe des forces productives qui résulte de la révolution technologique caractérisée principalement par le développement de la cybernétique et de l'énergie atomique saurait faire face au bouleversement général de la société et prétendre contribuer à lui assigner une direction planifiée, rationnelle, devenue plus nécessaire que jamais.

III. Sur le plan économique le nouveau

fait capital est l'entrée de l'humanité dans la phase de la possession effective des forces productives dont l'organisation rationnelle mettrait fin à la lutte animale pour la subsistance matérielle et ouvrirait la phase proprement dite humaine de l'humanité.

Malgré les obstacles que représentent toujours pour le développement impétueux, illimité de ces nouvelles forces productives, les rapports sociaux dans les pays capitalistes, ainsi que l'existence de la bureaucratie dans les États ouvriers, le développement économique quoique toujours fort inégal par pays et par région du monde, est en moyenne continu et très sensiblement supérieur à celui qui fut enregistré dans le passé capitaliste de l'Humanité.

Le fait le plus frappant dans la nouvelle phase dans laquelle est entrée l'Humanité depuis la deuxième guerre mondiale est celui du progrès sans égal réalisé par les forces productives dans les pays capitalistes avancés et qui ne cadre plus avec la notion du capitalisme en putréfaction, dans l'ère impérialiste.

Les progrès économiques des États ouvriers, malgré les difficultés surgies, dues à leur déformation bureaucratique grave, sont également très importants.

Même les pays du « Tiers Monde » et particulièrement ceux libérés de la domination directe de l'impérialisme, qui constituent actuellement l'écrasante majorité de cette catégorie, connaissent un progrès économique, surtout industriel, en moyenne, ascendant.

La résultante de ces faits donne une moyenne mondiale ascendante et qui contraste de plus en plus avec l'allure de la spirale du développement économique enregistrée entre les deux guerres.

C'est ce phénomène qui conduit nombre d'économistes libéraux et technocrates à extrapoler en partant de traits actuels revêtus par le développement économique dans les pays capitalistes avancés, de manière quasi linéaire et automatique, et à prévoir l'avènement d'une société d'abondance pour tous vers la fin du siècle, par l'évolution naturelle, à froid, du système capitaliste actuel.

IV. L'ampleur prise par le développement économique continu des pays capitalistes avancés dans la dernière décennie et qui ne fut occasionnellement perturbé que par des récessions mineures, ne saurait plus être taxée de conjoncturelle, et devant nécessairement faire place dans un proche avenir à une crise économique classique majeure.

Elle couvrira une période historique plus longue qui pèsera de manière contra-

dictoire sur la marche de la Révolution Socialiste Mondiale.

Seule une nouvelle analyse du fonctionnement actuel du capitalisme tenant compte à la fois des transformations survenues au sein des pays capitalistes avancés, et du nouveau contexte international dans lequel opère ce secteur capitaliste de l'économie mondiale, peut donner l'explication de ce phénomène et éclairer ses perspectives.

V. Depuis l'achèvement de la reconstruction de l'économie européenne et mondiale et l'impulsion que cette reconstruction a donné pour toute une période au développement économique mondial, c'est la rénovation continue de l'appareil productif conditionnée par le progrès technique incessant nécessitant un taux élevé d'investissements, qui maintient et stimule la reproduction élargie. Ce sont d'autre part, les échanges accrus et inégaux le secteur industriel avancé proprement dit de l'économie capitaliste et les secteurs non capitalistes de l'économie des pays du « Tiers Monde », des Etats ouvriers et même des pays capitalistes avancés (producteurs indépendants de l'agriculture, de l'artisanat et même de la petite et moyenne industrie) qui réalisent complètement la plus-value produite par la reproduction élargie au bénéfice du secteur capitaliste industriel avancé. Le secteur capitaliste industriel avancé est, en plus, favorisé par sa concentration monopoliste continue et l'asservissement également continu de l'Etat tendant à régulariser, stimuler et à planifier : en faveur de ce secteur l'ensemble de la vie économique sur le plan national et international.

Modernisation et concentration monopoliste continues du secteur capitaliste industriel avancé, et asservissement continu de l'Etat par ce secteur, ont rendu possible non pas la « planification » « d'un super-capitalisme » se plaçant au-delà de l'impérialisme mais l'introduction d'éléments régulateurs et stimulants dans l'économie autrefois libérale classique du capitalisme, caractérisée par la multitude d'entreprises antagonistes et l'existence d'un Etat sans emprise sérieuse sur le mécanisme aveugle du marché.

VI. Le développement du capitalisme dit organisé de notre temps ne cesse d'être marqué par les antagonismes inter-capitalistes ainsi que par des inégalités et des déséquilibres graves entre régions du même pays, entre pays, et entre continents. Comme il ne cesse pas non plus d'être marqué par des gaspillages et des « goulots d'étranglement » multiples, sans lesquels

l'essor économique serait encore plus ample et rapide. Mais il est incontestable que la concentration capitaliste et le rôle accru de l'Etat asservi par les monopoles ainsi que le développement de la solidarité capitaliste internationale devant le danger montant de la Révolution Socialiste Mondiale, ont introduit des facteurs nouveaux dans le fonctionnement du capitalisme devenu moins anarchique, plus conscient et dans un sens « planifié ».

Grâce aux moyens de l'étude systématique de la conjoncture économique, de la politique budgétaire, fiscale et de crédit, et dans le cadre d'institutions « supranationales » qui veillent au maintien de la conjoncture favorable à l'ensemble du capitalisme, ce dernier parvient à contrôler le marché dans une grande mesure. Ceci cependant ne saurait être malgré tout efficace sans le soutien fondamental que donne au marché, où se réalise la plus-value produite par la reproduction capitaliste élargie, le développement continu des Etats libérés de la domination directe de l'impérialisme, des Etats ouvriers et de régions entières dans les pays capitalistes avancés même.

On ne saurait plus compter pendant toute une longue période sur la fréquence des crises économiques majeures ou sur la stagnation et le recul prolongés des forces productives du capitalisme, pour établir sur cette base essentiellement la perspective de la Révolution et du Socialisme.

Théoriquement, une telle situation se présenterait lors d'une phase avancée de l'automation de l'économie capitaliste, jointe à l'encercllement avancé de cette économie par l'économie socialiste.

C'est-à-dire à un moment historique où les conditions de la réalisation effective de la totalité de la plus-value produite par la reproduction élargie du secteur capitaliste industriel avancé se trouveraient fondamentalement détériorées par ; apport à leur état actuel. Or, ce moment historique n'est pas encore en vue. En effet, l'automation qui n'en est, après tout, qu'à ses débuts, élimine une quantité du pouvoir d'achat solvable considérablement plus réduite par rapport à la demande mondiale solvable en extension, et aux gains élevés réalisés par la productivité élevée de l'automation.

L'automation, loin de s'avérer une source de chômage technologique grandissant, agit de manière plus complexe. En développant la création de la richesse de la société qui dépend de plus en plus, moins du temps de travail, et de la quantité de travail employé, que de la force des agents mis en mouvement pendant la durée du

travail: ~ (Marx), l'automatisation augmente le nombre d'emplois nécessaires à l'organisation de la distribution du flot sans cesse accru des produits.

Par ailleurs, une société de plus en plus riche, grâce à l'automatisation, multiplie les besoins et par conséquent les services pour les satisfaire, tout en restant en mesure d'étendre les services sociaux gratuits s'occupant de l'existence des couches éliminées, pour raison d'âge ou autre, de la production directe et du travail en général.

D'autre part, le secteur socialiste de l'économie est loin de pouvoir se passer des échanges avec le secteur capitaliste industriel avancé, et de remplacer ce dernier auprès des pays en développement du « Tiers Monde ».

En réalité, la période transitoire actuelle est par excellence celle des échanges accrus avec le secteur capitaliste industriel avancé et explique, en dernière analyse, sa vitalité.

La perspective de la Révolution et de la victoire mondiale du Socialisme doivent se dégager de la façon dont s'intègre actuellement dans le processus mondial la nouvelle phase économique dans laquelle est entré le capitalisme avancé et des conséquences qui en découlent.

La morphologie économique-sociale du monde d'aujourd'hui se différencie en trois structures principales distinctes, mais en interaction: les Etats capitalistes avancés, les Etats sous-développés du Tiers Monde, les Etats ouvriers. (...)

LA PLACE DE LA REVOLUTION COLONIALE DANS LA REVOLUTION MONDIALE, SES PROBLEMES MAJEURS ET SES PERSPECTIVES

Depuis la deuxième guerre mondiale et pour toute une période historique encore, ce sera le secteur des Etats sous-développés du « Tiers Monde » qui sera l'épicentre principal des luttes révolutionnaires pour le pouvoir prolétarien et le Socialisme. Car c'est dans cette région que les conditions objectives restent propices à une telle dynamique du processus révolutionnaire, aussi bien en elles-mêmes que dans le contexte international.

En effet, la structure économique-sociale de ces pays est aussi explosive que l'était celle des pays avancés au début de l'ère capitaliste, tout en se trouvant singulièrement aggravée par les conséquences de la domination impérialiste et par le décalage actuellement accru entre ces pays et les pays capitalistes avancés. Ce qui contribue à rendre la situation des immenses masses déshéritées de ces pays encore

plus insupportable que par le passé.

D'autre part, l'exemple des Etats ouvriers stimule la lutte pour la solution socialiste, tandis que l'accroissement de l'aide effective de ces Etats contribue à rendre cette solution plus aisée.

La promotion de la Révolution Coloniale au centre de la Révolution Socialiste Mondiale à l'étape historique actuelle n'est pas un fait arbitraire, conditionné par tel ou tel motif subjectif, mais une constatation objective qui résulte de la marche historique concrète de la Révolution. Il est cependant naturel, nécessaire en tout cas, que l'avant-garde marxiste-révolutionnaire soit portée à chaque étape historique à chercher sa base principale parmi les masses les plus déshéritées, les plus exploitées de l'Humanité luttant pour leur libération et à faire sienne leur cause. Mais une telle attitude ne doit impliquer aucune idéalisation, aucun embellissement de la Révolution Coloniale, qui serait une attitude organiquement contraire à la rigueur rationaliste du Marxisme.

Les Marxistes-révolutionnaires s'ils sont conscients de la potentialité révolutionnaire immense des masses paysannes et ouvrières des pays sous-développés dans la lutte contre l'impérialisme et pour le pouvoir ouvrier et paysan, sont également conscients des difficultés énormes, que détermine le bas niveau économique et culturel des pays sous-développés (...)

LES ETATS OUVRIERS DANS LA PERSPECTIVE DE L'EPOQUE DE TRANSITION

XVII. Le développement socialiste de la Révolution Coloniale est étroitement lié à celui des Etats ouvriers. D'autre part c'est le développement général de ces derniers, économique, politique, culturel, qui influencera de plus en plus la renaissance révolutionnaire du mouvement ouvrier dans les pays capitalistes avancés et y stimulera la lutte pour le socialisme.

XVIII. Tous les Etats ouvriers, de l'URSS à la Chine, traversent encore la période transitoire du capitalisme au socialisme. Mais leur développement dans cette direction est inégal et le restera encore pendant toute une période historique. C'est l'inégalité de leur développement général qui détermine la manière différente d'aborder la question de leur « déstalinisation », leurs antagonismes actuels, ainsi que la difficulté d'arriver à planifier démocratiquement l'ensemble de leurs économies. (...) C'est la déformation bureaucratique grave de tous ces Etats en partie

conditionnée par leur situation en général très arriérée au moment de leur naissance et en partie par l'influence défavorable de l'URSS dégénérée sous le stalinisme, qui aggrave les conséquences de leur inégalité et leurs antagonismes.

La déformation bureaucratique du pouvoir ouvrier est inhérente au bas niveau économique et culturel hérité du capitalisme et ne saurait prendre effective ment fin qu'avec la création d'une société socialiste internationale hautement développée.

Mais en attendant il est possible de lutter efficacement contre l'omnipotence de la bureaucratie, la transformation du Parti révolutionnaire en porte-parole de celle-ci et la destruction complète de la démocratie socialiste. L'expérience accumulée par l'évolution des Etats ouvriers et des Etats libérés de l'impérialisme qui se sont engagés, à des degrés divers, dans la voie du développement socialiste, permet d'élaborer les lignes générales de la théorie de la période historique de transition du capitalisme au socialisme, ce qui aide à son tour à éviter les erreurs commises en partie par man que d'une doctrine claire dans ce domaine.

XX. Il doit être tout à fait clair que la durée de la transition du capitalisme au parachèvement du socialisme sur l'échelle mondiale, s'avérera être toute une période historique s'étalant sur plus d'un siècle, sinon sur quelques siècles; que pendant tout un temps de cette période subsisteront des formes d'économie monétaire et marchande et que le marché et la monnaie connaîtront avant de disparaître une extension sans précédent; que la nationalisation et planification nécessaire de l'économie doit tenir compte du contexte historique concret dans lequel elle se développera, afin de ne pas entraver l'essor maximum possible des forces productives; que la structure du pouvoir politique doit être telle qu'elle puisse contrebalancer pendant toute une période la coexistence inévitable des forces économiques capitalistes et socialistes et assurer le développement plus substantiel et rapide de ces dernières.

XXI. Si la nationalisation rapide des principaux moyens de production est absolument nécessaire, par contre l'extension inconsidérée de la nationalisation sur le petit commerce, l'artisanat et même certaines branches de la petite et moyenne industrie n'est nullement indiquée dès le début car elle désorganise des services que la collectivité n'est pas encore capable d'assurer et dresse contre le Pouvoir Proletarien des masses pouvant lui être favorables.

Quant à la question capitale, pour une écrasante majorité de pays, de l'agriculture il doit être mainte nant plus clair que jamais qu'il faut à tout prix éviter sa collectivisation forcée et subordonner strictement celle-ci à l'adhésion volontaire des paysans à cette forme de gestion de la terre.

Ce qui n'arrivera qu'à la suite de la possibilité pour la collectivité d'égaliser les conditions entre la ville et la campagne et d'apporter une aide matérielle, technologique et générale, efficace aux paysans individuels qui décident de se grouper en coopératives.

Par contre, ce qui est dès le début possible et nécessaire, c'est de mettre sous autogestion un secteur important des meilleures terres nationalisées et rendre ce secteur au plus vite, grâce à l'aide générale de l'Etat, le secteur économique agricole dominant et qui servira d'exemple pour l'ensemble de l'économie agricole. La voie vers la collectivisation générale autogérée de l'agriculture passe historiquement par l'élargissement progressif du secteur initial autogéré, sur les terres des paysans individuels, et sur les terres des coopératives paysannes, créées avec l'aide générale de la collectivité et par l'adhésion volontaire des paysans.

Le succès de la collectivisation reflétera le succès de la politique économique d'ensemble de l'Etat ouvrier. De ce point de vue donc la collectivisation générale de l'agriculture ne saurait précéder mais suivre le développement de l'industrie lourde, de l'industrie lé gère, et d'un état économique et culturel général du pays, permettant la juste rémunération du travail agricole, son organisation scientifique, sa productivité élevée, et l'égalisation des conditions de vie entre la ville et la campagne.

XXII. La stabilité monétaire et l'évaluation des prix selon la valeur, c'est-à-dire selon le temps socialement nécessaire et les moyennes internationales, ne sont pas incompatibles avec la nécessaire orientation planifiée dès le début de l'économie nationalisée. Au contraire. Car seule une comptabilité nationale basée sur de tels moyens et critères peut permettre d'apprécier si l'économie planifiée évolue de manière équilibrée, exempte de gaspillages et tendant sans cesse à se rapprocher des niveaux de la productivité mondiale.

La planification ne saurait signifier fixation arbitraire des prix, mais manipulation conjoncturelle de ceux-ci pour favoriser tel ou tel développement économique partiel, ou freiner un autre, dans le cadre

d'une évolution d'ensemble saine de l'économie.

XXIII. La gestion exclusivement centraliste de l'économie planifiée aboutit nécessairement dans les conditions historiques actuelles concrètes qui caractérisent la marche de la Révolution Socialiste avançant de la périphérie des pays sous-développés vers le centre occupé par les pays avancés-à la prolifération d'une couche bureaucratique et la création d'un système bureaucratique qui stérilise vite l'économie de tous ses stimulants et de tous les moyens pour mesurer son efficacité par rapport au travail fourni et aux possibilités internationales. On ne saurait dans ces conditions éviter ni les gaspillages, ni les déséquilibres, ni les multiples « goulots d'étranglement » et le désintérêt progressif des travailleurs envers cette économie.

D'où la nécessité de faire assurer la gestion de l'économie nationalisée par l'articulation judicieuse entre une extension progressive de l'autogestion et les fonctions planificatrices centralistes de la Collectivité représentée par l'Etat en dépérissement de la période de transition.

D'autre part, l'autogestion de l'économie et de l'Etat par les travailleurs, les producteurs et les citoyens, démocratiquement organisés est conforme à la véritable essence du Socialisme en tant que régime qui assure l'organisation des travailleurs producteurs en véritable classe dirigeante.

XXIV. L'autogestion des unités économiques de base, des Communes, de l'Etat et de l'ensemble de la vie sociale est la voie concrète de la reconstruction socialiste démocratique de la société qui lui éviterait la déformation bureaucratique grave, c'est-à-dire l'omnipotence de la bureaucratie, l'expropriation totale des masses du pouvoir politique, la destruction complète de la démocratie socialiste.

L'autogestion doit être le but d'un véritable Pouvoir Proletarien, d'un véritable Parti Révolutionnaire, de véritables syndicats au service des travailleurs. Car c'est de la collaboration étroite avec ces organismes et de l'aide totale réelle que ceux-ci accorderont au~ travailleurs assumant la gestion de l'économie, des Communes et progressivement de l'ensemble de la vie politique et sociale du pays que dépendra le succès de l'autogestion.

L'autogestion signifie un système dans lequel la condition prolétarienne, économique et culturelle, est progressivement et effectivement abolie.

Cette condition sera économiquement abolie par l'introduction d'un mode de rémunération qui soit effectivement pro-

portionnelle au travail fourni, une fois les défalcations nécessaires faites du produit du travail, en vue de couvrir les frais de la reproduction et de l'entretien de la collectivité sociale. Donc, quand on parle des » stimulants matériels nécessaires à l'intéressement productif des travailleurs il s'agit en réalité de se rapprocher d'un mode de rémunération selon le travail fourni, propre à la période historique de transition.

La condition prolétarienne sera d'autre part abolie culturellement par l'introduction de l'éducation professionnelle, générale et politique des travailleurs, in cluse dans la journée de travail, grâce à l'association organique du lieu de travail productif à l'école.

Un tel développement va du reste dans le sens général de l'évolution, découlant de l'automatisation, qui oblige et permet à la fois d'accélérer la formation professionnelle et générale des travailleurs et de réduire considérablement la journée et la semaine de travail. (...)

LA LUTTE POUR LE SOCIALISME DANS LES PAYS CAPITALISTES AVANCÉS

XXXIV. (...) Mais le degré de satisfaction découlant de la rémunération du prolétariat est conditionné historiquement par les besoins accrus, pro pres au nouveau genre de vie en perpétuelle évolution. Il faut se placer dans la position de la nouvelle génération du prolétariat, grandie sous le néo-capitalisme, pour sentir et apprécier ses nouveaux besoins. L'évolution du néo-capitalisme en Europe et aux Etats-Unis engendre des conséquences qui augmentent les besoins matériels et sociaux des travailleurs et qui sont toujours loin de pouvoir être satisfaits par le salaire ou les équipements collectifs, ou l'organisation sociale en général.

Le rythme et les conditions de travail, ainsi que les conditions de transport, d'habitat, d'éducation, de récréation, n'évoluent pas en vue d'alléger l'effort du travailleur, et de lui faciliter l'accès à un genre de vie correspondant aux possibilités du siècle.

Au contraire, tout contribue à le maintenir dans la condition prolétarienne, et qui n'apparaît comme telle dans tout son relief que comparée au genre de vie des classes et couches privilégiées de la société et aux possibilités objectives.

C'est donc en partant des nouveaux besoins créés par l'évolution du néo-capitalisme et les nouvelles possibilités objectives qu'il sera possible et nécessaire d'a-

morcer la lutte pour le pouvoir et le socialisme.

XXXV. Le « modèle » socialiste pour les pays capitalistes signifieraient l'organisation planifiée rationnelle de l'ensemble de la vie sociale, au profit des masses, en partant des conquêtes et possibilités matérielles et culturelles de la société néo-capitaliste. Sous le néo-capitalisme, l'essor productif et général reste inégal, et au service de la maximalisation du profit du secteur monopoliste industriel qui domine l'Etat. La classe ouvrière, loin de voir son statut économique, politique, culturel se rapprocher de celui d'une société égalitaire et démocratique, se trouve au contraire de plus en plus éloignée des organismes qui détiennent le pouvoir réel dans tous les domaines et qui décident. La structure monopoliste du pouvoir, aussi bien dans le domaine économique que politique, est devenue en réalité extrême.

Cette situation s'aggravera avec la généralisation inévitable de l'automatisation qui réduira le poids numérique de la classe ouvrière dans le système productif, restant propriété privée d'un groupe social plus restreint que jamais. Des couches plus larges que par le passé risquent de se paupériser relativement au reste de la classe ouvrière intégrée dans le processus productif.

XXXVI. Le Programme de transition du néo-capitalisme au socialisme tout en maintenant les mots d'ordre de la défense du niveau de vie de la classe ouvrière et des couches pauvres, insistera sur les mots d'ordre concernant le genre de vie qui correspond aux nouveaux besoins et possibilités, afin d'en finir avec l'aliénation aggravée des travailleurs et leur condition prolétarienne. Il développera concrètement pour chaque pays en quoi doit consister une planification démocratique à long et moyen terme d'un pouvoir politique qui appartient aux travailleurs, et non pas aux monopoles, basé sur le principe de l'autogestion généralisée dans toutes les activités sociales.

Il concrétisera la perspective des Etats-Unis Socialistes d'Europe qu'il opposera au Marché Commun dominé par les monopoles, ainsi que celle de la Révolution Socialiste aux Etats-Unis, et dans les autres pays capitalistes avancés (Canada, Australie, Japon). Il mettra en valeur la perspective de la collaboration de plus en plus étroite avec les Etats ouvriers engagés dans la « déstalinisation » et avec les pays du « Tiers Monde ». (...)